

3 – ARCOLIB, au service des entreprises

Grâce à votre adhésion annuelle, bénéficiez de plusieurs services :

- Avantages financiers pour vous (votre famille inclus) et vos salariés avec une centrale d'achat externalisée et un comité d'entreprise externalisé : **Dynabuy**



- Accompagnement comptable et fiscal (révision fiscale incluse)
- Cours et presse en ligne accessibles à un prix préférentiel pour vous, votre famille, vos salarié(e)s, vos associé(e)s



- l' **ECF** : ARCOLIB réalise, sur demande, un Examen de Conformité Fiscale pour limiter votre risque de contrôle fiscal, en lien avec votre expert-comptable le cas échéant. Cet examen consiste en l'analyse de pistes désignées par l'Administration fiscale...

Plus d'infos sur www.fisca-pass.fr



Et aussi de formations, de statistiques, l'accompagnement de votre association et de votre création d'activité...

4 – CHARGES DÉDUCTIBLES

- Frais mixtes/Prélèvements en nature :

Les frais mixtes sont des dépenses engagées pour les besoins de l'entreprise, mais qui profitent également au chef d'entreprise ou à un associé. La partie personnelle de la dépense devra être retraitée du résultat. Les prélèvements en nature (repas, boissons...) seront à réintégrer.

- Petit équipement :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (petites appareils électroménagers, vêtements de travail ...).

Si valeur supérieure à 500,00 € HT : immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (four, machine à café ...).

- Frais de repas :

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 5,50 € et inférieure à 21,40 € (pour 2026), avec un plafond de 15,90 €.

Exemple : repas de 12,00 € :

- Déductible : 12,00 – 5,50 = 6,50 € (TTC)
- Non déductible : 5,50 €

repas de 25,00 € : part déductible : 21,40 – 5,55 = 15,90 €.

N.B. : Seuils revus chaque année

- Repas des salariés : il s'agit d'avantages en nature, et constituent donc une forme de salaire. Chaque repas équivaut à une fois le minimum garanti, soit 4,22 € (au 1er janvier 2025), et ce, quelle que soit la rémunération du salarié.

- Cotisations du conjoint collaborateur :

Le conjoint collaborateur est affilié au RSI et s'acquiesce obligatoirement des cotisations sociales au titre de la retraite de base, de la retraite complémentaire, de l'invalidité-décès et des indemnités journalières, et bénéficie en contrepartie de droits propres. Ces cotisations sont soumises aux mêmes taux que pour l'exploitant et sont déductibles fiscalement.

base = (résultat + cotisations obligatoires + CSG déductible + Madelin et PER) x 74 %

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2026 = 48 060 €)

Montant proratisé pour un début d'activité en cours d'année 2026

- Allocations Familiales : **0 %** sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de **0 % à 3,10 %** pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, **3,10 %** au-delà.

- CSG/CRDS : **9,7 %** (Part déductible fiscalement = 6,8 %).

- Maladie - Maternité 1 : taux progressif de **0 % à 8,5 %** sur une progression de revenus compris entre 20 % du PASS jusqu'à des revenus égaux à 300 % du PASS.

Taux de **6,50 %** pour la part de revenus supérieurs à 3 PASS (144 180 €).

- Maladie - Indemnités journalières 2 : taux de **0,5 %** dans la limite de 5 PASS (240 300 €)

- Assurance Vieillesse :

- Retraite de base : **17,87 %** jusqu'à 48 060 € (1 PASS) et **0,72 %** au-delà

- Retraite complémentaire : **8,1 %** dans la limite du plafond spécifique de 48 060 € et **9,1 %** de 48 060 € à 192 240 € (4 PASS).

- Invalidité - Décès : **1,30 %** dans la limite de 48 060 € (1 PASS).

> Recouvrement par la Sécurité Sociale des Indépendants

Pour un début d'activité au 01/01/2026	1ère année
Allocations Familiales*	- €
CSG-CRDS	886 €
- dont CSG déductible	621 €
CFP	120 €
Maladie - Maternité 1*	0 €
Maladie 2* (indemnités journalières)	96 €
Retraite de base*	1 632 €
Retraite complémentaire	740 €
Invalidité - Décès*	119 €
TOTAL	3 593 €
Total si exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRES)	3 131 €

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels

*exonération de début d'activité possible

À noter que les premières cotisations sont calculées au prorata en fonction de la date de début d'activité.

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

- Prévoyance (pensez à la mutuelle)
- Retraite
- Perte d'emploi subie

A condition d'être à jour de ses cotisations obligatoires.

HOTELLERIE & CAMPING

FICHE MÉTIER

Edition 2026



Rennes

8 pl du colombier
BP 40415
35004 RENNES Cedex

☎ 02 23 300 600

Paris

15 avenue Trudaine
75009 PARIS

✉ contact@arcolib.fr

(re)découvrez nos services + sur arcolib.fr



1 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Qualification professionnelle :

Pas d'obligation de détention d'un diplôme, certificat ou formation spécifique pour ouvrir un hôtel ou un camping... mais il existe près de 20 diplômes dans le secteur de l'Hôtellerie-Restauration.

SAUF en cas de ventes de boissons ou de repas : stage obligatoire d'hygiène alimentaire (HACCP) et une formation pour la vente d'alcool. Il existe 33 Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) dans le secteur, afin de valider une qualification reconnue par la profession et être immédiatement opérationnel sur le terrain. Elles sont créées par les Commissions Paritaires Nationales de l'Emploi (CPNE) du secteur de l'Hôtellerie, de la Restauration, des Loisirs et des Activités du Tourisme (liste à retrouver sur le site de <http://www.certidev.com/>)

Règlementation spécifique pour les établissements :

- Normes de sécurité et d'accessibilité relatives aux Établissements Recevant du Public (ERP) :
- Présence obligatoire 24H/24 d'une personne responsable dans un établissement recevant du public, et ouverture de l'accueil obligatoire à partir du 4 étoiles pour les établissements de plus de 30 chambres (**arrêté du 22 juin 1990 modifié**).
- Normes sanitaires, notamment pour les denrées périssables : cf **Règlement 852/2004 du 29 avril 2004**. Une formation d'hygiène alimentaire HACCP est ainsi obligatoire pour les établissements avec restauration. Des contrôles sont effectués par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP),
- Affichage des prix TTC à plusieurs endroits : à l'extérieur, à la réception, à la caisse et dans chaque chambre ou location fixe conformément à l'**arrêté du 18 octobre 1988** relatif à l'affichage des prix dans les hôtels et campings ;
- Facturation obligatoire dès 25 € TTC avec toutes les mentions obligatoires (date, raison sociale, SIREN, prestations, etc.), en 2 exemplaires (original pour le client et une copie pour l'établissement à conserver à l'appui de la comptabilité) ;
- Un registre de police est à tenir si l'établissement reçoit des clients étrangers (**Art. R 611-42 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile**) ;
- Droit du travail : Existence d'un SMIC hôtelier **Convention Collective Nationale des Hôtels, Cafés et Restaurants (HCR)** ;
- La taxe de séjour : pour certaines communes touristiques. En pratique, refacturation par l'hôtel au client.
- Diffusion de musique : SACEM - SPRE

Ouverture d'un hôtel :

- En franchise, en pleine propriété du fonds de commerce, location-gérance (le locataire-gérant conserve les bénéfices de l'exploitation et verse au loueur une redevance fixe ou variable) ou mandat de gestion hôtelier (le mandataire reverse au mandant la totalité des bénéfices de l'exploitation et rémunéré sur ses résultats).
- Déclaration de l'hôtel, et déclaration sanitaire (cette dernière est obligatoire dans certains départements comme en Ile-de-France) à la préfecture pour délivrance d'un visa de conformité, suivi d'un arrêté préfectoral d'ouverture.
- Obligation d'affichage dans les chambres.
- Demande de classement en hôtel de tourisme.

- Demande de licences obligatoires en cas de vente de boissons alcoolisées (2ème, 3ème, 4ème catégorie en fonction du type de boissons alcoolisées). Pour une licence IV par exemple, compter une formation de 20 heures sur 3 jours auprès d'un organisme de formation agréé par le ministère de l'intérieur (environ 200 euros).

Ouverture d'un camping : Règlement National d'Urbanisme Camping déclaré (max. 20 campeurs et 6 hébergements) : déclaration auprès de la mairie du lieu de l'emplacement via le formulaire CERFA n°13404*06.

Camping aménagé (plus de 6 emplacements et 20 campeurs) : faire une demande de permis d'aménager par CERFA n°13409*06.

Parc résidentiel de loisirs (PRL) : faire une demande de permis d'aménager par CERFA n°13409*06 pour y installer des résidences mobiles de loisirs (mobil-home), et des habitations légères de loisirs (chalet, yourte, etc.), sans limitation

NB : Possible si, une personne physique ou morale peut en assurer l'exploitation, et si elle a la propriété ou la jouissance du terrain...

Attention, à l'achèvement des travaux : dépôt à la Mairie d'un formulaire CERFA n°13408*04 pour valider la conformité de l'exploitation à venir.

Classification « étoile(s) » non obligatoire :

Délivrée par Atout France, elle permet d'identifier les niveaux de prestations et de confort en attribuant des étoiles de 1 à 5. Chaque établissement peut en faire la demande auprès d'un organisme évaluateur (COFRAC). La classification est valable 5 ans. Passé ce délai l'établissement doit refaire une demande de classement.

Valorisation de l'établissement :

Possible demande de classement « tourisme » (non obligatoire). Demande à effectuer auprès de l'organisme Atout France.

Possible Labellisation par l'AFNOR, comme par exemple, « Label clé verte », « Eco Label ». Ces labels s'obtiennent par la validation d'un dossier de candidature à l'issue d'un audit payant, dont le coût est variable selon la taille de l'entreprise. Leur durée est de 4 ans.

Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de l'entreprise exploitant l'hôtel ou le camping (au plus tard 15 jours après son ouverture).

Formalités de création dépendant du choix du régime juridique :

Entreprise Individuelle, société : dans un délai d'un mois suivant le début d'activité : effectuer l'immatriculation sur le site du Guichet unique. Celui-ci simplifie et centralise toutes les démarches administratives.

2 - FISCALITÉ

I - RÉEL & MICRO-BIC

CA ANNUEL < 203 100 € (VTE) et 83 600 € (PS) : Micro-BIC avec application automatique d'un abattement forfaitaire pour frais professionnels de 50 % sur les prestations de services et de 71% sur les ventes.

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années (N-1 et N-2 = pas d'activité = 0 € de CA)



Si vos charges réelles (achats, loyers, amortissements, etc...) sont supérieures à cet abattement ce régime n'est pas intéressant.

Formulaire à compléter : 2042-C-PRO en case micro BIC (5KO et/ou 5KP) pour le montant du chiffre d'affaires annuel brut hors taxe de l'entreprise.

En cas de +/- values réalisées en Micro-BIC : rubriques 5KX à 5KR



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BIC en N+2.

CA ANNUEL > 203 100 € (VTE) et 83 600 € (PS) : Réel simplifié (option possible pour le réel normal). Déclarations n°2031 et 2033 (réel simplifié) seront à produire (ou n°2031 et 2050 si option au réel normal ou si CA > 945 000 € ou CA PS > 286 000 €).

BOI-BIC-DECLA-10-10-20

Si l'activité est mixte, le respect des seuils s'interprète comme suit : le CA global annuel ne doit pas excéder 203 100 €, et, à l'intérieur de ce CA global, la partie afférente aux activités de services ne doit pas dépasser 83 600 €.

Activités	Micro-BIC	Régime Réel Simplifié	Régime Réel Normal
Ventes de marchandises (VTE)	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 203 100 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 203 100 € et 945 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 945 000 €
Prestations de services (PS)	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 83 600 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 83 600 € et 286 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 286 000 €

II - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Depuis le 1er janvier 2025, possibilité d'être en franchise en base de TVA dès lors que le chiffre d'affaires est inférieur à 85 000 € pour les ventes et 37 500 € pour les prestations de services.

Les seuils majorés sont fixés à 93 500 € (VTE) et 41 250 € (PS).

Les règles de dépassement de seuils ont également été revues :

*Si le seuil majoré est dépassé => assujettissement à la TVA dès la date de dépassement

*Si le seuil de base est dépassé => assujettissement à la TVA à compter du 1er janvier de l'année suivante

- La TVA liée aux activités hôtelières : **BOI-ANXX-000428**

Les prestations d'hébergement à l'hôtel sont taxables au taux réduit de TVA de 10 %, exclusivement pour le prix de la location de la chambre. Les prestations non séparables de la prestation principale (ex : demi-pension) suivent le même traitement en matière de TVA (taux réduit), sauf pour la partie du prix qui correspond à la vente de boissons alcoolisées. Si l'hôtel a aussi une activité de bar/restaurant, les produits alimentaires sont taxables au taux réduit de 10 % si consommation immédiate, ou au taux réduit de 5,50 % si consommation différée. Les ventes de boissons sans alcool sont taxables au taux réduit de 10 % et les ventes de boissons alcoolisées sont taxables au taux normal de 20 %.

- **Camping : BOI-TVA-LIQ-30-20-10-30**

Depuis le 1er janvier 2018, les campings qui veulent bénéficier d'un taux de TVA de 10 % sont désormais soumis à une seule obligation : celle d'être classé (1 étoile minimum, obtenue après demande auprès d'Atout France).